

Week-end

## Il faut relativiser l'ampleur du phénomène des délocalisations

Pierre Veltz socio-économiste, analyse la mondialisation et ses effets sans tomber dans le pessimisme ambiant. Il souligne notamment la nécessité d'aborder en termes nouveaux nos sociétés qui ne sont pas postindustrielles mais postnationales.

Par Sylvain ALLEMAND  
samedi 03 septembre 2005

*Ancien directeur de l'Ecole des Ponts et Chaussées, Pierre Veltz est ingénieur et socio-économiste. Il analyse la mondialisation à partir de l'évolution des systèmes productifs industriels et des métropoles. On lui doit plusieurs ouvrages, dont un classique : Villes, territoires et mondialisation, paru la première fois en 1996 (PUF) et récemment réédité dans une version réactualisée. A signaler également le Nouveau Monde industriel (Gallimard, 2000) qui analyse les formes nouvelles de l'efficacité économique et Des lieux et des liens où il décrit les relations ambivalentes que les entreprises entretiennent avec les territoires (l'Aube, 2002). Veltz anime l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (IHEDATE).*

**Les délocalisations font beaucoup parler d'elles. Pourtant, selon vous, c'est un phénomène dont on exagère l'ampleur.**

En effet, je pense qu'il y a beaucoup d'approximation et de confusion sur ce sujet, tout comme sur celui de la désindustrialisation. La France est engagée dans un vaste processus de redistribution des cartes à l'échelle mondiale et il est normal que cela se traduise par des turbulences. Mais celles-ci n'ont pas l'ampleur qu'on prétend.

Contrairement à ce qu'on entend dire, nos sociétés n'ont pas basculé dans une ère postindustrielle. Cette idée reçue repose sur une distinction artificielle entre l'industrie et le secteur tertiaire. Si l'on considère la valeur ajoutée de l'industrie dans le PIB, elle est à peu près constante. Certes, l'emploi manufacturier a régressé du fait des gains de productivité réalisés au cours de ces dernières décennies, mais de très nombreux emplois industriels ont été externalisés dans le secteur des services. Plutôt qu'à une opposition, on assiste à une interpénétration de l'industrie et des services. En ce sens, notre société n'est pas postindustrielle mais hyperindustrielle.

S'agissant des délocalisations, il y a certes des mouvements importants qui frappent les secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre directement exposés à la concurrence asiatique et des pays d'Europe de l'Est. Il faut là encore relativiser le phénomène. D'abord, les délocalisations stricto sensu (la fermeture d'une usine pour produire à l'étranger les biens qu'on réimporte ensuite en France) ne représentent pas plus de 10 % des investissements effectués à l'étranger. Le plus souvent, l'enjeu est d'abord d'investir de nouveaux marchés en produisant sur place, ou alors de délocaliser des fragments de production. Il en résulte des systèmes productifs complexes intégrant des sites répartis dans plusieurs pays. On est loin du scénario dépeint ordinairement : un vaste déménagement de l'industrie de la France vers les pays à bas salaires. Pensons à ce qu'a été l'évolution du système industriel français au cours des Trente Glorieuses. L'industrialisation de l'Ouest, par exemple, s'est faite au détriment de Paris et de sa banlieue, où les salaires étaient sensiblement plus élevés. Il y a eu ensuite un phénomène de rattrapage qui a contribué à l'égalisation des niveaux de vie sur le territoire. C'est exactement ce qui se produit aujourd'hui à l'échelle internationale. Le grand problème est que les emplois qui disparaissent sont souvent situés dans de petits bassins d'emploi, alors que ceux qui sont créés sont surtout métropolitains.

Je trouve regrettable que des politiques attisent les peurs, comme cela a été le cas, notamment, lors du référendum. Comme l'a fait observer un journaliste, on ne précisait pas, à propos du fameux plombier polonais, que son épouse pouvait très bien rouler en Citroën pour se rendre dans un Carrefour acheter de l'Evian et des yaourts Danone...

## **La croissance de la Chine ne modifie-t-elle pas la donne ?**

En très peu d'années, la Chine s'est imposée comme un vaste atelier pour l'économie mondiale, notamment pour alimenter la machine de consommation américaine. Ce développement est directement tiré par les politiques agressives de «sourcing», c'est-à-dire d'approvisionnement au meilleur prix, poursuivies par les directions d'achat des grandes entreprises mais aussi et surtout de la grande distribution, dont le poids va grandissant. La première entreprise industrielle du monde, General Motors, a été devancée par une enseigne de la grande distribution, Wal-Mart, qui est devenu un acteur macroéconomique essentiel des relations entre la Chine et les Etats-Unis. Pour plusieurs segments de l'industrie manufacturière comme le textile, le salut passe par le contrôle des circuits de distribution. Le plus bel exemple en est Zara, une entreprise galicienne, qui, en maîtrisant sa distribution, a su conserver beaucoup de ses activités de production en Europe.

## **Cependant, l'accès à une main-d'oeuvre à bas coût rendu possible par la mondialisation n'encourage-t-il pas les délocalisations ?**

C'est un facteur auquel on accorde une trop grande importance ; pour la plupart des produits manufacturiers, le coût de travail représente une part relativement faible par rapport au coût d'amortissement du capital. Le niveau de productivité est un facteur plus déterminant. Or celui des travailleurs français est parmi les plus élevés au monde. Chaque travailleur en Europe s'appuie sur un environnement considérable d'infrastructures, de compétences accumulées, qui font levier pour sa performance. De plus, l'économie moderne est relationnelle : plus que le coût de chaque ressource, ce qui compte, c'est l'intelligence de leur combinaison, la qualité des interfaces entre acteurs. Pourquoi un tout petit pays, qui bénéficie d'une telle accumulation séculaire, ne trouverait-il pas sa place dans une économie mondiale en forte croissance ? J'ajoute un point : reste à savoir si la tendance actuelle de fragmentation des systèmes de production distribués à l'échelle de la planète est viable à terme : elle repose sur le faible coût des transports et n'a pas été évaluée sur le plan environnemental ! Actuellement, les coûts des transports maritimes sont beaucoup plus faibles que ceux des transports aériens et terrestres. Il faut donc se représenter le monde économique comme si les océans n'existaient pas ! Du point de vue logistique, la Chine est très proche. Pour autant, les transports internationaux sont loin d'être maîtrisés : dans les ports, on se heurte à des phénomènes de corruption, sur certaines mers à un retour de la piraterie...

## **Est-ce pour rendre compte de cette réalité territoriale de l'économie mondiale que vous avez introduit l'idée d'«économie d'archipel» ?**

Oui. D'une économie internationale organisée en une mosaïque de systèmes nationaux - soit le système qui a caractérisé la période des Trente Glorieuses -, nous sommes passés à un système ouvert, organisé autour de grands pôles infranationaux directement reliés entre eux. D'où cette métaphore de l'archipel qui s'applique à divers niveaux : celui des systèmes productifs, s'appuyant sur des îlots de haute productivité enclavés dans les économies traditionnelles ; le niveau géographique, avec de grandes agglomérations qui, interconnectées entre elles, ont tendance à se détacher de leur périphérie immédiate et à concentrer une part énorme de la richesse, du pouvoir... et de la pauvreté.

## **Comment interprétez-vous cette polarisation métropolitaine ? Ne devrait-on pas assister à une dissémination des activités économiques ?**

C'est ce que l'on pense spontanément en mettant en avant les possibilités offertes par les moyens de télécommunication modernes. En fait, rendre les communications plus faciles permet de développer les avantages spécifiques d'une métropole (ce que les économistes appellent les «économies d'agglomérations»). Or ces avantages sont décisifs pour les entreprises comme pour les individus : diversité de l'offre de biens et de services, possibilité d'expérimenter de nouvelles formes de consommation et de production, effets d'assurance (une entreprise aura plus facilement de chance d'y trouver les partenaires et les compétences dont elle aura besoin).

Loin de remettre en cause le local, la mondialisation renforce son importance. Un phénomène qu'on observe à travers le dynamisme de clusters ou de districts industriels, ces agglomérations de petites et moyennes entreprises coopérant entre elles sur fond de concurrence. Cela étant, le rapport des acteurs au local a changé. Il ne s'agit plus d'un rapport d'identification. Les grandes entreprises vont certes s'appuyer sur les territoires pour tirer profit de leur «écosystème relationnel», mais elles vont en même temps veiller à conserver la possibilité de s'en retirer à tout moment. D'où leur préférence pour les grandes villes plutôt que pour les petites, même si le départ des entreprises de ces dernières est vécu plus douloureusement par les habitants et leurs élus.

## **Dans ce contexte, l'Etat est-il dépassé, comme certains le disent ?**

Pas du tout. L'Etat reste un acteur puissant, du moins dans les pays dits développés. Ses capacités d'intervention et d'action restent extrêmement importantes. Malheureusement, les Etats tendent souvent à s'exonérer de leurs responsabilités en mettant en avant la mondialisation. Une politique industrielle, par exemple, reste d'actualité, surtout si on l'envisage à l'échelle de l'Europe. A condition de privilégier les politiques horizontales qui portent sur les conditions générales du développement, et pas seulement quelques politiques sectorielles phares.

## **Que vous inspirent les pôles de compétitivité à venir ?**

Il faut souligner le succès de la démarche : il traduit la prise de conscience par les acteurs publics et privés de l'importance de cette logique de polarisation que j'évoquais tout à l'heure. Reste une difficulté : les pôles d'innovation performants associent étroitement l'industrie, la recherche et l'enseignement supérieur. Or, en France, l'université est le maillon faible. L'urgence est de la réformer pour lui donner plus d'autonomie et de moyens. Quant aux grandes écoles, leur taille microscopique leur interdit de jouer aujourd'hui un rôle de premier plan.

Manifestement, on n'a pas pris la mesure des conséquences du passage de la France des Trente Glorieuses à une économie nationale relativement fermée sur elle-même et de surcroît centralisée à cette France insérée dans le système international, cette insertion étant surtout le fait des métropoles. On le voit à travers plusieurs indicateurs, comme par exemple la proportion de salariés des secteurs privés exposés : ils sont nettement plus nombreux dans les zones métropolitaines. Il faut donc prendre au sérieux le risque de dualisation avec des zones insérées dans l'économie internationale, pour le meilleur et pour le pire, et des zones où les revenus provenant de la redistribution dominent souvent de manière écrasante. Cette dualisation est apparue avec évidence lors du référendum, ainsi que l'ont montré les analyses cartographiques de Jacques Lévy et Hervé Le Bras parues dans ce journal (Libération du 1er juin 2005). Le oui l'a emporté dans les grandes villes, tandis que le non l'a emporté ailleurs, dans les régions non métropolitaines. Tout se passe paradoxalement comme si les régions les plus exposées à la mondialisation étaient celles qui en ont le moins peur. Alors que les régions anxieuses sont paradoxalement «protégées» par la prédominance des revenus de redistribution, mais concentrent aussi les maillons faibles ou vieillissants de l'industrie des Trente Glorieuses.

## **Cela ne pose-t-il pas la question du rôle de l'Etat-providence ?**

Quoi qu'on dise sur la crise de l'Etat-providence, la solidarité objective nationale est forte. Elle a une traduction géographique méconnue des Français : par le jeu des mécanismes de redistribution, l'Ile-de-France finance les autres régions et non l'inverse. Seulement, ces solidarités objectives, automatiques, paraissent de plus en plus abstraites aux yeux des Français, qui ont besoin de ressentir des solidarités subjectives ou personnelles : de voisinage, familiales, communautaires ou émotionnelles. L'imaginaire de l'Etat-nation n'est plus intégrateur comme il l'avait été durant les Trente Glorieuses, même si la machine d'Etat continue à se renforcer, apparemment hors de tout contrôle. Cette sécession s'opère aussi bien par le bas que par le haut. La solidarité objective et la solidarité subjective divergent, de même que les solidarités liées à la production et celles qui passent par la redistribution. Dans la France des Trente Glorieuses, l'unité du territoire passait par des couplages productifs très forts, entre Paris et la province notamment. Aujourd'hui, l'unité du territoire repose surtout sur les transferts. En disant cela, je ne veux pas verser dans le pessimisme ambiant, mais seulement souligner la nécessité d'aborder en termes nouveaux la question du national. Nos sociétés ne sont pas postindustrielles, mais elles sont déjà postnationales : nous n'avons pas fini d'en mesurer toutes les conséquences.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=320952>